

SELON AHMED OUYAHIA

Le marché de gré à gré a atteint 10 milliards de dollars

Plus de mille milliards de dinars (environ une dizaine de milliards de dollars) de marchés de gré à gré ont été conclus durant les trois dernières années. Selon le Premier ministre et secrétaire général du RND, ces marchés ont été conclus entre des entreprises publiques et privées nationales.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une manière pour Ahmed Ouyahia qui était l'hôte, lundi soir à l'hôtel El Aurassi, du Forum des chefs d'entreprises (FCE), de réfuter toute discrimination entre ces entreprises.

Et d'autant que le RND, compétiteur aux élections législatives du 10 mai 2012, prône dans son programme électoral, une plus grande implication du secteur privé dans la réalisation de la commande publique, voire dans l'accès au capital public par le biais d'un «mécanisme boursier ou spécifique».

Et dans la mesure où Ahmed Ouyahia prône la préférence nationale et le recours à la ressource publique, sans velléités aucune de retour au dirigisme étatiste, dira-t-il.

L'obligation d'association privé-public supprimée

Par ailleurs, la mesure obligeant les investisseurs privés nationaux à s'associer avec des opérateurs publics selon la règle du 49/51 a été supprimée, voilà une semaine. C'est ce que le Premier ministre a indiqué, répondant aux desiderata des patrons nationaux.

Ces derniers avaient en effet, voilà quelques semaines et par la voix du président du FCE, Réda Hamiani, et du président de la Holding Cevital, Issad Rebrab, estimé que cette règle, au demeurant non écrite, leur imposait les mêmes contraintes que les investisseurs étrangers.

Voire, cette mesure contrariait les projets d'investissement privé

comme ceux initiés par Cevital et encore en suspens. Or, en annonçant cette suppression, Ahmed Ouyahia met indirectement en porte-à-faux le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement.

En effet, Mohamed Benmeradi a, à maintes reprises, démenti l'existence d'une telle règle non écrite ainsi que le blocage des projets privés au niveau du Conseil national de l'investissement (CNI), arguant que l'obligation du 49/51, imposée par la loi de finances complémentaire pour 2009, ne concernait que les opérateurs étrangers.

En reconnaissant qu'il y a eu un «glissement» dans l'application de cette disposition au privé national durant plus d'une année, Ahmed Ouyahia réfute cependant l'abandon de la règle 49/51.

Et d'autant que le RND, compétiteur aux élections législatives du 10 mai prochain, maintient selon son secrétaire général cette règle dans son programme électoral et propose de relever les montants des investissements locaux éligibles, à l'aval du CNI, à 2 milliards de dinars.

Dans la mesure où, soucieux de partenariats «gagnants-gagnants» avec les investisseurs étrangers mais aussi hostile à tout dogmatisme, Ahmed Ouyahia entend protéger le marché algérien de toute propension mercantiliste et «négocier âprement l'accès à la commande publique» (nationale).

Mais, à l'adresse du patron de Cevital, qu'il a qualifié de «fierté pour l'Algérie» et de «grand capitaine d'in-

dustrie», Ahmed Ouyahia a, cependant, répondu de manière biaisée. Tout en démentant qu'un veto ait été opposé à ses projets, le Premier ministre et secrétaire général du RND a cependant désavoué ce grand capitaine, l'appelant à être «courageux, patient et à savoir naviguer».

Et ce, en estimant que le grand port projeté par Cevital était impossible, pour insuffisance de plans de charges privés. Mais aussi en relevant que les sites susceptibles d'accueillir les projets sidérurgiques ou pétrochimiques de Cevital étaient nombreux à travers le pays.

Les autres réponses évasives d'Ouyahia

Cette rhétorique, Ahmed Ouyahia l'avait également adoptée dans ses réponses aux chefs d'entreprises durant deux heures de débats. Qu'il s'agisse de la promotion de l'industrie pharmaceutique, l'hôte du FCE déplorant le faible nombre de fabricants locaux, ou du transport maritime, Ahmed Ouyahia appelant à développer une flotte de fret, sans formuler cependant des propositions concrètes.

Ou qu'il s'agisse de la lutte contre l'informel, le Premier ministre reconnaissant l'incapacité de l'administration mais appelant les patrons privés à participer à un «front national», à un «dijihad» contre ce phénomène. Et dans la mesure où ce fléau menace la pérennité de l'entrepreneuriat, dira le patron du RND.

Ce dernier qui révèle que des gens étaient prêts à mettre «10 milliards et nahragha (je la brûle)» pour empêcher l'imposition du chèque et de la facturation dans les transactions commerciales.

Voire, Ahmed Ouyahia s'étonne que d'aucun «se ramène avec un sac plein d'argent et achète 60 véhi-

cules» lors du dernier salon de l'automobile.

Mais aussi concernant la promotion d'une industrie automobile nationale, le SG du RND constatant certes la «coquetterie» d'un potentiel partenaire étranger (Renault) mais déplorant cependant le manque d'intérêt des investisseurs nationaux pour le marché du véhicule utilitaire ainsi que l'importation de «marques (automobiles) les plus bizarres dans le monde».

Voire, le Premier ministre appelle les opérateurs économiques à dénoncer par voie médiatique les «lourdeurs» de l'administration qu'il reconnaît au demeurant, tout en constatant que cette dernière «commence à sentir l'enjeu de la décentralisation».

Le Credoc n'a pas échoué

L'obligation de paiement des importations par crédit documentaire (Credoc) n'a pas échoué selon Ahmed Ouyahia.

Le Premier ministre et secrétaire général du RND estime que cette mesure est certes «très évaluable» mais n'a pas cependant contraint l'expansion des importations de lait ou de céréales suffisantes, dira-t-il, pour couvrir les besoins de trois pays maghrébins

Ouyahia souscrit à 25 propositions du FCE

Dans le même contexte, le secrétaire général du RND et Premier ministre souscrit partiellement aux récentes propositions du Forum des chefs d'entreprises (FCE) relatives à l'amélioration du climat d'affaires en Algérie.

«Nous partageons 25 de (vos) 50 propositions», dira Ahmed Ouyahia aux membres du FCE qui lui avaient offert l'occasion de divulguer le volet économique de son programme

électoral pour les élections législatives du 10 mai prochain. Un programme sous-tendu par une logique de continuité avec l'action gouvernementale en cours et que le responsable du RND compte présenter officiellement dès la semaine prochaine.

Mais aussi l'occasion pour Ahmed Ouyahia d'exprimer ses divergences avec cette association patronale, l'invitant clairement à rejoindre la Chambre nationale (Algérienne) de commerce et d'industrie.

Retour au week-end universel : Ouyahia craint un « choc sociétal »

Le retour au week-end universel (samedi-dimanche) ne suscite pas la faveur du secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND). Ainsi, Ahmed Ouyahia semble craindre un «choc sociétal», estimant qu'il implique davantage des «contraintes».

Et d'autant que le SG du RND, également Premier ministre, considère tacitement que les craintes d'une perte financière sont démesurées. Et cela même si le week-end a été reconfiguré, voilà deux ans, ramené au vendredi-samedi.

Suppression du plafonnement des salaires

Par ailleurs, le RND propose la suppression du plafonnement des salaires des fonctionnaires et autres travailleurs et cadres désireux d'accéder aux crédits immobiliers. Selon Ahmed Ouyahia, il s'agit de supprimer ce plafonnement pour l'accès aux prêts bonifiés auprès du Trésor pour la construction ou l'achat de logements.

Voire, de doubler le niveau actuel des crédits bonifiés pour l'acquisition de logements promotionnels.

C. B.

IL A SIGNÉ HIER UN ACCORD AVEC LA BANQUE MONDIALE

Le secteur de la solidarité renforce ses capacités de suivi

Le ministère de la Solidarité nationale et de la Famille bénéficiera d'un programme d'assistance technique pour le renforcement des capacités de suivi et d'évaluation. Un accord a été signé hier avec la Banque mondiale pour accompagner les structures du secteur dans le projet.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministère de la Solidarité, l'Agence du développement social ainsi que l'Agence nationale du microcrédit sont engagés dans un processus d'évaluation de leurs programmes sociaux.

Ainsi et à la demande du secteur, la Banque mondiale a proposé l'accompagnement des structures à travers un programme d'assistance technique, du renforcement des capacités de suivi et d'évaluation ainsi que l'évaluation de l'impact des programmes et la formation des cadres.

L'assistance technique est articulée autour de deux grandes composantes comportant des activités spécifiques adaptées pour une durée de trente-six mois. Selon M. Simon Gray, directeur régional de la Banque mondiale, il s'agit d'une

assise solide qui englobe aussi d'autres secteurs et en direction des groupes vulnérables.

Le programme d'assistance s'étalera sur trois années et sera achevé en 2014. «Le but du projet est d'intervenir auprès des couches démunies de la société à travers une approche participative et nous avons besoin d'un regard expert de l'extérieur, la Banque mondiale a cette expérience», a déclaré le ministre de la Solidarité, Saïd Barkat, en marge de la signature de l'accord. Il ajoutera par ailleurs que les structures de son secteur ont besoin d'un savoir-faire et d'une expérience pointue en vue notamment d'améliorer les capacités d'évaluation.

Le projet concernera aussi la formation des formateurs. Sera ainsi assurée



Les structures du secteur de Saïd Barkat ont besoin d'un savoir-faire.

une formation spécialisée aux cadres des institutions sur les concepts de suivi et d'évaluation ainsi que le partage d'expérience internationale. Un appui technique sera aussi assuré et l'équipe de la banque assistera le secteur dans le suivi, l'évaluation et l'application de plans d'action pour leur application. Les experts accompagneront aussi la révision de la stratégie sectorielle, à la demande du secteur.

Le ministère de la Solidarité ainsi que ses agences seront assistés dans une analyse permettant l'identification de leurs besoins, la mesure d'efficacité des programmes ainsi que l'évaluation du système de coordination utilisé.

Enfin, les experts de la Banque mondiale participeront à l'appui de la mise en place d'un organe de collecte, d'analyse et de dissémination des données.

F.-Z. B.

PROJET D'AIDE À LA CRÉATION DE LA MICROENTREPRISE

L'initiative sera élargie

Le projet d'accompagnement de jeunes porteurs d'idées pour la création de la microentreprise, initié par l'Association nationale des échanges entre jeunes (Anej), sera élargi à quatre wilayas : Annaba, Adrar, Béjaïa et Boumerdès.

Selon le président de l'Anej, Ali Sahel, ce projet pilote lancé en septembre dernier à Alger, en partenariat avec l'ambassade de la Grande-Bretagne a permis l'initiation des jeunes à la création de micro-entreprises.

«Quatre-vingt jeunes porteurs de projets de microentreprises ont bénéficié de journées de formation assurées par des consultants algériens et anglais. Seuls 20 d'entre eux ont atteint la phase finale de leur projet. Leurs dossiers sont déposés à l'Angem et ont été déclarés éligibles», a-t-il précisé hier, à Alger.

Il souligne ainsi le rôle de son association, résumé en l'accompagnement, l'orientation et l'assistance des jeunes porteurs d'idées afin, explique-t-il, «de leur éviter la lenteur des démarches administratives et les aider également à développer et à perfectionner leurs idées de projet».

Quant aux résultats obtenus, il affirme qu'ils sont certes «symboliques» mais «l'expérience se poursuivra à Alger et touchera également les wilayas d'Annaba, Adrar, Bejaïa et Boumerdès».

Prenant part à la cérémonie organisée au profit des jeunes bénéficiaires du projet Anej, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, M. Martyn Roper, a exprimé son souhait de voir ce projet pilote qu'il a qualifié d'«important», être «généralisé».

«Le partenariat avec l'Anej intervient dans le cadre du partenariat arabe qui vise le renforcement de la société civile. La Grande-Bretagne est dans une dynamique nouvelle pour renforcer le rôle de la société civile dans tous les pays du monde», a-t-il dit.

D'ailleurs, poursuit-il : «Nous avons d'autres projets inscrits dans le même cadre, notamment avec le ministère de la Justice pour renforcer le système pénitentiaire et le ministère de la Communication avec la Radio algérienne. Nous avons également soutenu l'organisation Handicap international et nous travaillons avec les Scouts musulmans algériens pour promouvoir la citoyenneté active.»

Le diplomate a, en outre, rappelé la coopération bilatérale dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, le commerce, l'énergie, la défense et l'immigration.

Rym Nasri